
Appel à l'Europe des Douze pour le Proche-Orient

Théo Klein

Il est regrettable, mais il est évident, qu'il faut un intermédiaire entre Palestiniens et Israéliens, pour tenter de nouer - enfin - un vrai dialogue. Il est peut-être aussi regrettable qu'aujourd'hui, et sans doute demain encore, cette intermédiaire soit made in U.S.A. Politiquement, aucune autre Nation ne possède le poids nécessaire, et la France - dont nous étions quelques uns à rêver qu'elle soit médiatrice - s'est perdue dans la subtilité d'un jeu qui, finalement, se tourne contre elle. A trop vouloir faire dans le geste symbolique, il arrive que l'on oublie les réalités du terrain et que l'on accumule - avec une extrême bonne volonté sans doute - beaucoup de bévues.

Washington est donc, ces temps-ci, la capitale du Moyen-Orient.

Pourtant, l'Europe pourrait encore jouer un rôle positif, pourvu qu'elle le désire vraiment, et qu'à son tour, elle ne se complaise pas dans le symbole.

L'Europe est méditerranéenne. L'Europe respecte l'identité des divers peuples qui l'habitent. Elle n'est pas un melting pot, où devrait, dans un creuset commun, se forger une culture identique. Elle est riche de ses différences, dès lors que chacun accepte de respecter l'Autre. Ce qui se passe, hélas, parmi les peuples qui redécouvrent, à travers leur liberté, leurs vieilles querelles, ne doit pas, de ce point de vue là, nous décourager. L'Europe est proche par l'histoire et l'évolution de ses fondements culturels, du grand mouvement qui, tournant autour de la

Mer commune — *mare nostrum* — a fait pénétrer l'enseignement des philosophes grecs en Europe de l'Ouest, par l'intermédiaire des Arabes et des Juifs. Si l'Europe s'est faite en partie contre eux, elle ne peut vraisemblablement pas oublier qu'elle ne se serait pas faite comme elle est, sans eux.

Enfin, depuis le Traité de Rome, l'Europe de l'Ouest a acquis une expérience unique, dans la recherche d'une harmonisation de la vie économique, politique et, modestement, sociale et culturelle, des peuples qui la composent. Français et Allemands ont ainsi appris à dépasser les querelles, et surtout, le souvenir de souffrances, pour permettre une vie commune. Combien de familles françaises ont gardé la mémoire de la terrible période du nazisme mais tentent, tout de même, de considérer les Allemands comme des citoyens d'une Europe unie.

Pourquoi ne pas profiter de cette vaste expérience ?

Pourquoi ne pas chercher les voies de la paix, en unissant ce qui peut l'être, en créant un vaste marché, où les forces complémentaires des uns et des autres, Israéliens et Palestiniens d'abord, mais par la suite, s'ils le désirent, d'autres Nations moyen-orientales, pourraient s'affronter dans une saine concurrence, et sortir ainsi de l'enfermement de chacun dans son camp et dans la crainte de l'Autre.

Ce que les politiques ont souvent du mal à réaliser, les entrepreneurs pourraient le tenter. Cependant, imaginer que les Israéliens et les Palestiniens pourraient prochainement construire ensemble un marché commun, sur l'ensemble du territoire dont chacun réclame le contrôle ou total (les extrémistes) ou partiel (les modérés), demeure du domaine de l'utopie.

Penser que les Américains du Nord prendraient une telle initiative me paraît peu probable, parce que peu conforme à leurs intérêts industriels et commerciaux.

Alors, reste donc l'Europe ... ou le Japon.

Je préférerais l'Europe. Une Europe qui se guérirait de ses complexes et qui aurait le courage d'innover. L'Europe des Douze a des liens avec Israël et avec les Palestiniens des Territoires. Elle encourage partiellement diverses actions ponctuelles.

Pourquoi ne pas avoir le courage d'aller plus loin ?

Depuis bien longtemps, et avec une continuité remarquable dans l'insuccès, je tente de persuader la Commission de Bruxelles de favoriser la création d'un groupe d'études, où pourraient se rencontrer Palestiniens et Israéliens, et qui prépareraient un plan de développement, dont le champ d'application dépasserait les limites d'influence ou de présence des uns ou des autres, pour les inciter à créer une infrastructure commune, des entreprises où le capital pourrait être composite, et où direction, cadres et personnel seraient choisis en fonction de leurs compétences plus que de leurs origines ou de leur appartenance. Chacun des deux peuples vivant sous ses propres lois,

mais créant ensemble des richesses communes, et partageant les efforts pour un avenir de progrès.

Je me doute bien que le lecteur trouvera ce schéma utopique. Il aura raison dans l'immédiat. Mais, dans la réalité de Jérusalem par exemple, ce schéma a fonctionné et pourrait fonctionner encore, car il y a, parmi les Palestiniens, des dirigeants, des ingénieurs, des financiers, qui ont une expérience et une formation égales à celle des Israéliens, et un même dynamisme. Un travail de réflexion et de préparation est bien entendu indispensable, et il serait urgent de l'entreprendre. Je suis persuadé que les bonnes volontés existent parmi les entrepreneurs israéliens, comme palestiniens, et que seules, les politiques bloquent.

Mais il faudra bien un jour trouver une solution et si, incontestablement, les Etats-Unis représentent aujourd'hui la seule force politique capable de peser sur la détermination des adversaires confrontés, l'Europe, elle, peut leur offrir l'espoir, leur apporter l'appui, et faire enfin de la Méditerranée un espace de paix où circuleront librement les hommes et les biens et où, à nouveau, les valeurs culturelles s'échangeront dans le respect de l'homme fait à l'image du dieu des ancêtres.

Théodore Klein est avocat et ancien président du Conseil Représentatif des Institutions Juives de France (CRIF).